

A l'intention des organes d'information — Document non officiel

MATIN

DECOLONISATION/36

14 août 1989

LE COMITE SPECIAL ENTAME SON DEBAT SUR LE SAHARA OCCIDENTAL ET LE TIMOR ORIENTAL

Il termine son débat sur la Namibie et la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance

Le Comité spécial de la Décolonisation a terminé ce matin son débat sur quatre points de son ordre du jour: Namibie; activités des intérêts étrangers, économiques et autres; activités militaires des Puissances coloniales; mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance.

Les représentants des pays suivants ont pris la parole au cours de ce débat: Syrie, Irak, Afghanistan, Tchécoslovaquie, Norvège et Union soviétique.

Le Comité spécial a procédé d'autre part à l'examen de la question du Sahara occidental. Il était saisi à ce sujet d'un document de travail établi par le Secrétariat (A/AC. 109/999/Rev.1).

Le Comité a entendu sur ce point, M. Mouleed Said (Frente Popular para la Liberacion de Saguia El-Hamara y del Rio de Oro- Front Polisario) et le représentant de l'Afghanistan.

Le Comité a décidé, afin de faciliter l'examen de la question par la Quatrième Commission de l'Assemblée générale et sous réserve des directives que l'Assemblée elle-même pourrait donner à sa prochaine session, de transmettre toute la documentation pertinente à la dite session.

Le Comité spécial a entamé par ailleurs l'examen de la question du Timor oriental. Il était saisi à ce sujet d'un document de travail consacré au Timor oriental (A/AC. 109/ 1001).

(à suivre)

Il a entendu sur ce point les pétitionnaires suivants: M. David Gilmour, parlementaire canadien, M. Alexander George (TAPOL), Mme Tamako Nakanishi parlementaire japonaise, Geoffrey Robinson (Amnesty international), Mme Ann CLWYD (organisation des parlementaires pour le Timor oriental), M. Pedro Pinto Leite (Centre indonésien) et Mme Melissa Ribeira. Auparavant, le représentant de l'Indonésie avait soulevé une motion d'ordre contre l'audition des pétitionnaires.

Le Comité spécial a accepté d'autre part des demandes d'audition relatives au Timor oriental, à la Nouvelle Calédonie et au Sahara occidental (aide-memoires 15/89/ add.2, 18/89/ add.1 et 20/89). Le représentant de l'Indonésie a soulevé une motion d'ordre contre les des pétitions relatives au Timor oriental.

Le Comité reprendra ses travaux cet après-midi à quinze heures.

Débat sur la question de Namibie et les divers aspects de la Déclaration sur la décolonisation

M. MOHAMMAD NAJDAT SHAHEED (Syrie) a estimé que le droit des peuples à l'autodétermination et à l'exploitation de leurs ressources nationales doit être défendu avec force. Le début du processus d'indépendance en Namibie doit être considéré comme le triomphe du peuple namibien et de la SWAPO, qui se sont battus avec courage et obstination contre le régime raciste de Prétoria. Les Nations Unies, plus que jamais, doivent s'efforcer de défendre les intérêts légitimes de la population de Namibie, en assurant la tenue d'élections libres dans ce territoire. Il faut, a-t-il continué, garantir l'honnêteté du processus électoral, et permettre à la SWAPO de mener une campagne électorale libre. D'autre part, les îles adjacentes doivent être considérées comme faisant partie intégrante du territoire namibien.

M. Shaheed a souligné que l'apartheid reste toujours un problème essentiel en Afrique australe. Seule la pression constante de la communauté internationale pourra déboucher sur l'éradication de l'apartheid. M. Shaheed a comparé l'attitude du régime raciste de Prétoria avec celle du régime sinistre dans les territoires occupés, qui est coupable d'actes d'oppression sauvages. La coopération constante du régime sinistre d'Israël avec l'Afrique du Sud ne fait qu'encourager le régime raciste de Prétoria, a-t-il dit.

L'exploitation des ressources naturelles par des intérêts étrangers et l'utilisation des territoires non autonomes à des fins militaires constituent des obstacles dangereux pour l'indépendance de ces territoires, a estimé le représentant syrien qui a réaffirmé l'appui de son pays au droit des peuples à l'autodétermination.

(à suivre)

En coopération avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le CICR a poursuivi ses programmes de rapatriement des anciens fonctionnaires de l'administration portugaise ainsi que de leurs familles. Au cours de la période considérée, le CICR a procédé à l'examen de quelque 1240 dossiers et avis de recherche concernant des membres de ces familles qui ont disparu.

Traitant en outre des conditions économiques et sociales, le document de travail fait état de divers projets de développement mais le territoire continue à être une zone traditionnelle de pénurie alimentaire, pratiquant essentiellement la culture sur brûlis. Les déplacements de population et les dommages causés par l'insurrection ont eu des conséquences néfastes pour la production agricole. De surcroît, les restrictions en matière de déplacement ordonnées dans les zones d'opération militaire ont limité les semailles ou les ont retardées, ce qui a eu également des effets négatifs sur la production alimentaire. Si le Timor oriental avait évité des restrictions graves en matière d'alimentation et s'il n'y avait pas de risque immédiat de famine, la situation restait néanmoins précaire dans plusieurs parties du territoire et devait être suivie avec attention.

Le document de travail indique, en outre, que le 17 mars 1988, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont signé un accord avec le Ministère de la santé indonésien pour l'approvisionnement en eau potable et l'amélioration de l'assainissement dans des villages. Ce projet, qui comprend notamment la formation de personnel à tous les niveaux, la construction d'installations et l'exécution de programmes d'appui ainsi que d'éducation sanitaire et de participation des collectivités, devrait être achevé en 1990. Il a bénéficié d'une aide financière d'un montant de 311 745 000 roupies de la part du Gouvernement indonésien et comprend également, entre autres, la construction de 1000 puits, 6 sources protégées et 100 latrines.

Débat sur le Timor oriental

M. RIANOM (Indonésie) a soulevé une motion d'ordre, réitérant la ferme opposition de son pays à la participation des pétitionnaires mentionnés dans l'ordre du jour.

M. DAVID GILMOUR, parlementaire canadien, a déclaré que 200 000 personnes du Timor oriental, sur 700 000, sont décédées depuis 1975, date de l'invasion militaire indonésienne. Il a mis l'accent sur "l'agression indonésienne" en ce qui concerne la culture et les traditions propres aux habitants du Timor oriental. Le pétitionnaire a indiqué que, contrairement à ce qu'affirment les autorités indonésiennes, la presse internationale et les membres de diverses organisations internationales humanitaires, ne peuvent entrer au Timor oriental. Il a dénoncé la violation par l'Indonésie de deux principes de base: l'intégrité territoriale et le droit à l'autodétermination, ajoutant que l'Indonésie continue à violer les droits de l'homme.

(à suivre)

M. ALEXANDER GEORGE, représentant du TAPOL, la campagne des droits de l'homme en Indonésie, a déploré que le Timor oriental reste un pays occupé par l'Indonésie, et n'ait pas exercé son droit à l'autodétermination. En décembre dernier, l'Indonésie a proclamé que le Timor oriental était un territoire "ouvert", et qu'elle le traitait désormais comme une "province indonésienne normale". En réalité, le Timor oriental reste un pays occupé. L'administration du Timor oriental est beaucoup plus militarisée que dans les "provinces normales". Le seul avantage du changement intervenu est peut-être l'abolition du "Suratjalan", le laissez-passer obligatoire, même pour se rendre d'un village à l'autre. Ce laissez-passer a été remplacé par une carte d'identité "KTP" d'un type nouveau. Son objectif est de distinguer les habitants vivant sous contrôle indonésien et les membres de la résistance. L'Abolition du "Suratjalan" n'a pas rendu les choses plus faciles pour la population.

L'"ouverture" n'a rien changé non plus s'agissant des missions de visite. Aucun observateur indépendant n'a été autorisé à enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme. Plusieurs missions de visite de parlementaires ont été organisées ces derniers mois, notamment de sept parlementaires du Royaume Uni en mars et huit d'Allemagne de l'Ouest en juin. Ce genre de visite n'a toutefois rien à voir avec de vraies missions d'enquête, et leurs limites sont bien connues.

Les violations aux droits de l'homme se sont aggravées au Timor oriental ces derniers mois. Des milliers de jeunes catholiques ont ainsi été arrêtés et certains torturés en octobre et novembre derniers. L'Indonésie a en outre engagé une opération militaire onéreuse au Timor oriental pour briser l'opposition. Les Nations Unies doivent trouver rapidement une formule de paix pour mettre fin à ce conflit.

Mme TAMAKO NAKANISHI, déléguée de la "Diet Forum on the East Timor Issue", a dit qu'elle appréciait les efforts du Secrétaire général pour faciliter une solution internationale acceptable de la question du Timor oriental, mais "nous ne comprenons pas pourquoi les représentants du peuple du Timor oriental ne sont pas inclus dans les négociations sur cette question, alors que c'est le cas pour le Portugal et l'Indonésie".

Qualifiant de négative les positions du gouvernement japonais, à propos de la question du Timor oriental, la pétitionnaire a émis le souhait que Tokyo change d'attitude, étant donné la sensibilisation croissante de la communauté internationale, sur les questions de décolonisation et de droits de l'homme. Le fait que les partis japonais d'opposition aient obtenu une majorité de sièges au Parlement, lors des dernières élections, laisse espérer que le gouvernement japonais ait une autre approche sur la question du Timor oriental. Mme Nakanishi a demandé que le Comité prenne sérieusement en considération l'organisation d'un référendum, sous les auspices des Nations Unies, qui permettrait au peuple du Timor Oriental d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

(à suivre)

14 août 1989

M. GEOFFREY ROBINSON, représentant d'Amnesty International, a indiqué que, en principe, son organisation considère l'"ouverture" officielle du Timor oriental au tourisme et au commerce comme un signe encourageant. Elle ne doit toutefois pas faire croire que les atteintes aux droits de l'homme ont pris fin. Le degré d'ouverture, a-t-il indiqué, a été très limité, notamment en ce qui concerne les informations sur les violations aux droits de l'homme. Des restrictions importantes subsistent pour accéder au territoire. Les communications postales et téléphoniques continuent à être surveillées, et la presse est contrôlée. Quant aux visites de délégations étrangères, elles sont soigneusement sélectionnées. En outre, les atteintes aux droits de l'homme, notamment la torture, les arrestations de masse, la justice expéditive et les "disparitions", se poursuivent. Un grand nombre de personnes ont été arrêtées à cause de leur activité politique. Deux cent personnes au moins ont été emprisonnées entre octobre 1988 et juillet 1989; 25 Timorais orientaux suspectés d'entretenir des liens avec le FRETILIN, le mouvement de libération nationale, demeurent actuellement détenus. Outre les prisonniers officiellement recensés, Amnesty International estime que beaucoup d'autres personnes sont détenues pour des raisons politiques dans différents centres de détention militaires au Timor oriental. Certains d'entre eux ont été soumis à la torture, en particulier la brûlure de cigarettes, les chocs électriques et l'immersion dans l'eau bouillante.

Trois hommes suspectés d'avoir recueilli des informations sur les droits de l'homme et de les avoir diffusées à l'extérieur du pays ont été, si l'on en croit certains rapports, aussi torturés. Amnesty international reconnaît les récents efforts du gouvernement indonésien pour enquêter sur les cas de "disparitions" qui sont intervenus au cours des treize dernières années, mais reste préoccupé par la lenteur de ces recherches. Amnesty International estime du devoir du Gouvernement indonésien d'enquêter sur les exécutions illicites, les "disparitions" et les tortures commises par les forces de sécurité, afin d'engager des poursuites contre les suspects, et de punir les responsables. Les procès où sont jugées les personnes inculpées pour des raisons politiques devraient être accessibles aux observateurs internationaux. Amnesty International demande enfin au Gouvernement indonésien de révéler les noms et les lieux de détention de tous les gens détenus pour des raisons de "sécurité nationale" ces dernières années, et ordonne la libération immédiate des prisonniers détenus pour activités politiques non violentes ou religieuses. Le délégué a regretté que son organisation n'ait reçu aucune réponse à la lettre adressée le 19 juillet dernier, au Président Suharto.

Mme ANN CLWYD de l'Organisation des parlementaires pour le Timor oriental, a déclaré que la situation en ce qui concerne les droits de l'homme, laisse beaucoup à désirer. L'existence de prisonniers politiques a toujours été niée par les autorités indonésiennes. Mme CLWYD a évoqué le voyage qu'elle a effectué en mars 1989 au Timor oriental en compagnie de sept parlementaire britanniques, et indiqué qu'elle n'a pu avoir l'autorisation de rencontrer des prisonniers politiques. Ceci dément les allégations des autorités indonésiennes concernant la possibilité pour les observateurs étrangers de se rendre sur place, et l'ouverture du Timor oriental.

(à suivre)

La déléguée a demandé au Comité d'étudier la possibilité d'organiser un plébiscite au suffrage universel au Timor oriental, le retrait des troupes indonésiennes, la cessation des hostilités entre l'Indonésie et les forces de la résistance trois mois avant le plébiscite, un contrôle international sous les auspices des Nations Unies avec des représentants du gouvernement portugais, les civils indonésiens ne devant pas participer au plébiscite.

M. PEDRO PINTO LEITE, avocat, représentant du Centre Indonésien, a dénoncé le génocide physique et culturel, auquel est soumis le peuple du Timor oriental, ainsi que les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par l'Indonésie au Timor oriental. S'inscrivant en faux contre les arguments utilisés par l'Indonésie pour justifier l'invasion, l'occupation et l'annexion du Timor oriental, il a dit que les intérêts indonésiens exploitent l'économie de ce territoire comme une colonie, particulièrement en ce qui concerne le café et l'huile.

Le pétitionnaire a souligné que le Timor oriental est de manière irréfutable victime d'un acte d'agression qui a débuté avec l'invasion et l'occupation de ce territoire par l'Indonésie, ce qui constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et un crime international contre la paix et le droit du peuple Timorais à l'autodétermination à l'indépendance. Le Gouvernement indonésien n'a pas écouté les appels des Nations Unies en maintenant son occupation sur ce territoire bien que le Conseil de sécurité lui ait demandé de retirer ses troupes à plusieurs reprises.

~~Mme NELISSA RIBEIRA~~ ^{Luísa FRANÇA}, pétitionnaire, a cité les divers appels de l'évêque du Timor oriental, Monseigneur Belo, au Secrétaire général des Nations Unies et à la communauté internationale, pour l'organisation d'un plébiscite pour régler le problème du Timor oriental, après 14 ans d'occupation et de violation des droits de l'homme dans ce territoire.

Elle a souligné que Monseigneur Belo ne prend aucune position politique mais demande que les droits de l'homme du peuple du Timor oriental ne soient pas bafoués.

La solution de cette question passe par un référendum qui doit être organisé sous les auspices des Nations Unies.

Motion d'ordre contre l'audition de pétitions sur le Timor oriental

M. AMIN RIANOM (Indonésie) a réitéré l'opposition de sa délégation quant à l'intervention de pétitionnaires sur le Timor oriental. Il y a là, a-t-il dit, ingérence dans la juridiction interne d'un Etat membre. Il a demandé que son intervention figure sur les compte-rendus des travaux.

* *** *